



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FIDAY GESTION

5 route de l'Industrie
BP 20
70360 Chassey-Lès-Scey

Références : UID257090/SPR/VaM 2026 - 0417A
Code AIOT : 0005901100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement FIDAY GESTION implanté 5 route de l'Industrie BP 20 70360 Chassey-lès-Scey. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2026, et aussi de l'action régionale sur les produits chimiques (qui vise la prévention des incompatibilités et la maîtrise des conditions de stockage). En effet, la DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2026, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du premier semestre 2026.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et

notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de Fiches de Données de Sécurité (FDS) conformes, et le respect des prescriptions issues des rubriques des FDS visant à prévenir tout risque lié à l'incompatibilité des produits entre eux.

La visite a comporté :

- un contrôle documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de trois FDS choisies par sondage,
- une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage des produits dangereux au niveau des locaux suivants :

- niveau zéro de l'atelier de noyautage,
- zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam,
- zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte).

Un point relatif au dossier IED a également été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIDAY GESTION
- 5 route de l'Industrie BP 20 70360 Chassev-lès-Scey
- Code AIOT : 0005901100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

FIDAY Gestion fabrique notamment des tambours et disques de freins pour les poids lourds, mais aussi des volants moteur et des couvercles de pompe.

Le site d'une superficie de l'ordre de 130 000 m² abrite une activité de fonderie. FIDAY GESTION exploite un cubilot d'une capacité de production de 19t/h, des installations d'application de peinture (par pulvérisation à hauteur de 500 kg/jour et par procédé « au trempé »), un atelier d'usinage, un atelier de fabrication de moules.

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la législation ICPE, et notamment pour l'activité de fonderie au titre de la rubrique IED 3240 (*«exploitation de fonderie de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes / jour»*).

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral 22 janvier 2009 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	15 jours
6	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	2 mois
8	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R575-71-I	Demande d'action corrective	2 mois
10	Situation administrative de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 22/01/2009, article 1.3.1 et 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au travers de la visite il a été constaté que les FDS étaient disponibles et accessibles. L'exploitant

doit être plus vigilant dans leur gestion et notamment leur mise à jour qui n'est pas toujours effective.

Le plan des stockages a été présenté, il doit cependant être mis à jour. Concernant l'état des stocks, bien que présent, des informations sont manquantes. Il doit notamment être corrélé avec le plan, et complété des risques liés aux substances (appartenance du produit à une grande famille de risque : inflammable, combustible, explosible, comburant, corrosif, toxique pour l'environnement, toxique pour l'homme). Lors de la visite, des écarts entre les volumes indiqués sur le plan et présents sur site ont été constatés.

En matière de stockage des produits, plusieurs non-conformités ont été relevées sur les zones de stockage contrôlées :

- produits non disposés sur des rétentions,
- rétentions non vidées ou encombrées,
- produits non étiquetés,
- incompatibilités entre les produits.

L'exploitant doit donc **pour chaque zone de stockage de produits chimiques** sur le site (et ce au-delà des trois zones inspectées le jour de la visite) faire un point sur l'étiquetage des produits, les incompatibilités et la mise sur rétention adaptée.

En fonction des réponses apportées par l'exploitant, une visite d'inspection est susceptible d'être menée à nouveau sur cette thématique.

Des actions sont également attendues, concernant le dépôt du dossier de réexamen IED, et concernant la fourniture de pièces justificatives portant sur la création de la plateforme de stockage de matériels/laitiers sur la parcelle cadastrale ZA101.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 - État des matières stockées. [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, et suite à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis son état des stocks des produits dangereux et le plan des stockages des produits dangereux intitulé « *plandes risques sécurité et environnement* ».

Les deux documents appellent les remarques suivantes.

L'état des stocks transmis correspond à l'état des stocks sur la période du 01/01 au 31/12/2025 (stocks en début et en fin de période ; mouvements en entrées et en sorties). Tout un ensemble de produits sont listés dans cet état. Cependant, face à chaque produit référencé il n'est indiqué ni le numéro CAS de la substance, ni le conditionnement sur site, ni le risque par grande famille. Le libellé des familles peut être : inflammable, combustible, explosible, comburant, corrosif, toxique pour l'environnement, toxique pour l'homme.

La quantité présente dans cet état des stocks correspond à celle présente au 31/12/2025, cependant pour certaines substances, on peut constater que des quantités importantes sont commandées annuellement. L'exploitant a indiqué que ce bilan est réalisé mensuellement, mais qu'il a transmis l'état annuel. Il a également indiqué que les produits étaient commandés au fur et à mesure de l'année.

Il manque dans ces deux documents un lien entre cet état des stocks et le lieu de stockage des produits sur le site. Pour autant, des numéros sont mentionnés sur le plan afin d'identifier les différentes zones du site. A défaut de pouvoir sortir un état des stocks à l'instant T, il serait judicieux de faire apparaître la quantité maximale stockée sur le site par zone. Le bilan réalisé mensuellement permettra de vérifier à échéances régulières que les quantités stockées sont conformes aux quantités maximales indiquées.

Il est rappelé à l'exploitant que sur cet état des stock doivent également être mentionnées les matières combustibles (non examiné dans le cadre de la visite qui concernait plus spécifiquement les produits chimiques). Celles-ci n'apparaissent pas toutes dans le tableau transmis par l'exploitant (les lieux de leur stockage sont cependant bien présentés sur le plan).

Les pictogrammes de danger sont présents sur le plan au niveau des différents stockages permettant d'identifier les risques liés aux produits stockés.

Le site est équipé d'une tour aéroréfrigérante, dont l'entretien et le traitement est réalisé par des produits anticorrosion anti-tartre bio-dispersant et biocides (AQUATREAT 202, un biocide algicide continu Orizon 4153, un biocide algicide choc Orizon 4180). Ces produits n'apparaissent pas dans le tableau de l'état des stocks transmis, ni sur le plan. L'exploitant a indiqué que les produits étaient considérés comme des « consommables », gérés par le service de maintenance et ne ressortaient pas au niveau du logiciel. Le plan et l'état des stocks devront intégrer ces produits.

Le plan date du 15/03/2024, l'exploitant a indiqué que ce dernier devait être remis à jour suite à quelques modifications :

- révision du zonage ATEX ;
- modification du stockage des piles alcalines (le long du bâtiment expédition sous un auvent) ;
- ajout de zones de stockage de produits au niveau de l'atelier usinage : 2 zones de stockage de produits pouvant contenir chacune 6 GRV de 1 m³. Le jour de la visite ces deux zones abritaient pour la première des huiles hydrosolubles (pas de pictogrammes de danger), et des produits corrosifs pour la seconde ;
- mise à jour des stockages au niveau du bâtiment « Lost Foam ».

L'exploitant a été questionné par l'inspection concernant certains stockages :

- le silo de 40 tonnes au niveau de l'atelier "Lost Foam" contient du sable.
- la zone de stockage de produits d'un volume de 20 tonnes située au niveau de l'ancien stockage de piles (à proximité de la bascule) contient des huiles pour l'usinage. Les étiquettes des fûts ne présentaient pas de pictogrammes de danger (la FDS n'a pas été demandée à l'exploitant le jour de la visite pour vérifier l'étiquetage).
- une zone de 50 bouteilles de gaz est présente le long du bâtiment « Magasin ». L'exploitant a indiqué que les gaz présents sont l'argon, l'acétylène, l'azote et l'oxygène. Lors de la visite il a été constaté que l'acétylène (inflammable) est situé à une dizaine de mètres de l'oxygène (comburant). **L'exploitant doit s'interroger sur la sécurité de son stockage de gaz.**

Sur le terrain nous nous sommes rendus plus spécifiquement au niveau :

- du niveau zéro de l'atelier de noyautage : il est indiqué sur le plan que 7500 kg de produits inflammables sont présents dans cette zone. Le jour de la visite les quantités présentes étaient plus importantes. L'exploitant a confirmé que les quantités présentes étaient plus élevées qu'usuellement.
- de la zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam : les quantités présentes le jour de la visite sont cohérentes avec les quantités mentionnées sur le plan.
- zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte) : les quantités présentes le jour de la visite sont cohérentes avec les quantités mentionnées sur le plan.

Enfin, en cas de situation incidentelle, l'exploitant a indiqué que les données (plan / état des stocks et FDS) étaient disponibles à distance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que l'état des stocks et le plan associé ont pour vocation entre autre de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Il est demandé à l'exploitant de produire cet état des stocks de matières dangereuses, il pourrait être constitué :

- d'un plan à jour précisant les quantités maximum de produits présents dans chaque zone et leur caractéristiques (inflammable, combustible, explosible, comburant, corrosif, toxique pour l'environnement, toxique pour l'homme).
- d'un état des stocks sous forme de tableau (sur la base du document transmis) référençant les produits stockés, et face à chaque produit référencé indication du numéro CAS de la substance, de son conditionnement sur site et de sa localisation (sur le plan transmis sont mentionnés des numéros pour identifier les zones), ainsi que le risque par grande famille.

L'inventaire mensuel réalisé par l'exploitant lui permettra de s'assurer que les quantités présentes sur le site ne dépassent pas les quantités maximales.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

L'exploitant doit transmettre des éléments relatifs à la sécurité de son stockage de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

[...] »

Constats :

Il a été demandé à l'exploitant de présenter sa gestion des FDS. Elles sont gérées informatiquement (pas d'impression « papier » car leur mise à jour s'avère complexe), la base de

données de l'exploitant comptant près de 1300 FDS. Elles sont accessibles par les salariés via leurs accès informatiques. L'exploitant a présenté sa procédure d'acceptation des nouveaux produits sur le site nommée « Fiche essai produits matériaux », elle comprend une partie « validation du service environnement » qui dispose alors de la FDS pour réaliser son analyse des risques.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis 10 fiches de données de sécurité correspondant aux produits les plus consommés sur le site dont la FDS du SEMCO®perm M66L. Il s'agit d'un des produits les plus consommés pour le site mais l'inspection ne l'a pas retrouvé dans le tableau de l'état des stocks. L'exploitant a indiqué en séance qu'il s'agit d'un enduit pour les moules de l'atelier Lost Foam intitulé « Enduit modèle polystyrène LOSTF » dans son état des stocks. La formulation du produit a évolué. La FDS transmise correspond à l'ancienne formulation. Il a expliqué que lors d'essais elle n'était intégrée dans la base qu'une fois les essais validés en interne. La FDS dès lors que le produit est utilisé doit bien être disponible et accessible. Lors de la visite d'inspection, seule l'ancienne FDS était présente dans la base alors que les essais ont été validés. **L'exploitant doit être plus vigilant sur la tenue à jour de sa base de données.**

Lors de la visite il a été demandé de présenter en complément les FDS des produits suivants :

- un des produits de traitement de la tour aéroréfrigérante,
- une peinture anticorrosion « bleue ».

Ces documents étaient accessibles et ont été présentés rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que, même lorsque les produits sont en cours d'essais sur le site, les FDS doivent être disponibles et accessibles. Pour les produits en cours d'essais, l'exploitant doit s'assurer que les FDS soient présentes dans sa base de données. Il doit y ajouter la nouvelle FDS du produit cité dans le point de constat. Elle sera transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;

6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les dates de mises à jour des 10 FDS transmises préalablement à la visite sur site ont été examinées. Sur les dix transmises, pour quatre d'entre elles, les dates des dernières révisions sont anciennes (supérieures à 5 ans) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dioxyde de carbone solide : 22/02/2019, - Agent de démoulage « séparateur 83P54 » : 21/08/2019, - Revêtement SEMCO : 10/07/2020, - Enduit pour moule et noyaux de fonderie ARKOPAL : 24/08/2020. <p>L'exploitant ne réalise pas forcément une veille spécifique visant à relancer ses fournisseurs pour s'assurer qu'il dispose de la dernière version de la FDS.</p> <p>Les FDS suivantes ont été examinées plus finement par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FDS de l'AKTIVATOR 32A52 : datée du 24/02/2023, - FDS de l'apprêt 0277 NOIR MAT : datée du 20/02/2024, - FDS du Grossol primaire seawolf bleu : datée du 08/05/2024. <p>Rédigées en français, elles comportaient les 16 rubriques prévues par le règlement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les FDS présentées par l'exploitant sont parfois anciennes (dernière révision supérieure à 5 ans). L'exploitant doit vérifier la mise à jour de sa base de données. Il doit s'adresser à son fournisseur pour qu'il lui fournisse la dernière version à jour de la FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Etiquetage

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Etiquette</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement CLP n° 1272/2008 :</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est</p>

revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;
- b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;
- c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;
- d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;
- e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;
- f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;
- g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;
- h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.

2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.

Constats :

L'étiquetage des produits a été vérifié par sondage.

Nous avons vérifié l'étiquetage des produits dont nous avons examiné les FDS à savoir (les vérifications réalisées dans le cadre des points de constat suivants concerneront également ces mêmes produits) :

- **Apprêt 0277 NOIR MAT** : situé au niveau de la zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam. Les récipients (fûts de 250 kg) étaient étiquetés. L'étiquetage est cohérent avec la FDS : pictogramme de dangers (inflammable, nocif ou irritant), mentions de danger, conseils de prudence. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur sont mentionnés.
- **Grossol primaire seawolf bleu** : situé au niveau de la zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte). Les récipients (fûts de 210 kg) étaient étiquetés. L'étiquetage est cohérent avec la FDS : pictogramme de dangers (inflammable, danger pour la santé, nocif ou irritant), mentions de danger, conseils de prudence. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur sont mentionnés.
- **AKTIVATOR 32A52** : situé au niveau zéro de l'atelier de noyautage. Lors de la visite le nom du produit affiché sur l'étiquette (BIOCURE 32A52 P2) du récipient ne concorde pas avec le nom du produit mentionné sur la FDS transmise (AKTIVATOR 32A52). L'exploitant indique que le nom « commercial » a changé récemment. L'exploitant doit veiller à disposer de la dernière FDS à jour. Les récipients contenant ce produit sont étiquetés. Les étiquettes comprennent les informations requises par le règlement. Les pictogrammes de danger sont présents. La concordance entre les mentions de danger, les conseils de prudence mentionnés entre l'étiquette et la FDS n'a pas été vérifiée. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur sont mentionnés. **Dans cette zone de stockage, des récipients blancs (sous forme de seaux) n'étaient pas étiquetés du tout (aucune mention du nom) et associés à la rétention d'autres produits. Il est rappelé que pour des raisons de sécurité liées à la manipulation, transport, stockage au sein de l'établissement, l'étiquetage est obligatoire.** De plus, sur certains fûts, certains pictogrammes n'étaient pas très visibles et associés également aux rétentions d'autres produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit s'assurer de disposer de la dernière FDS à jour et étiqueter l'ensemble de ses produits. L'exploitant transmettra à l'inspection la FDS à jour pour le BIOcure 32A52 P2 (ex. AKTIVATOR 32A52).</p> <p>Le produit non étiqueté pour des raisons de sécurité lié à son stockage, doit être stocké sans délais sur une rétention dédiée dans l'attente de son identification. L'exploitant précisera à l'inspection les mesures mises en œuvre ainsi que les informations quant au produit stocké dans ces seaux. De nombreux petits contenants étaient présents sur une seule rétention, l'exploitant doit vérifier que les étiquetages restent lisibles. Les justificatifs seront transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification a porté sur les trois mêmes produits :</p> <p><u>Apprêt 0277 NOIR MAT</u> : situé au niveau de la zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam. Prescription de la FDS partie 5.1 : « moyens d'extinction appropriés : mousse résistante à l'alcool, dioxyde de carbone, poudre, brouillard, (eau) ». Des extincteurs poudre ABC étaient présents à côté du stockage.</p> <p><u>Grossol primaire seawolf bleu</u> : situé au niveau de la zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte). Prescription de la FDS partie 5.1 : « moyens d'extinction appropriés : mousse résistante à l'alcool, dioxyde de carbone, poudre, brouillard, (eau) ». Des extincteurs poudre ABC étaient présents à côté du stockage.</p> <p><u>AKTIVATOR 32A52</u> : situé au niveau zéro de l'atelier de noyautage. Pour rappel, lors de la visite le nom du produit affiché sur l'étiquette (BIOcure 32A52 P2) du récipient ne concorde pas avec le nom du produit mentionné sur la FDS (AKTIVATOR 32A52). La vérification de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été vérifiée. Un extincteur poudre ABC était présent à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
Constats : La vérification a porté sur les deux produits suivants : <u>Apprêt 0277 NOIR MAT</u> : situé au niveau de la zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam. Seul le respect de la partie dédiée au stockage (ni la manipulation, ni la mise en œuvre) a été contrôlé : les récipients étaient bien fermés, dans un endroit sec et ventilé. Il n'a pas été constaté le jour de la visite de source d'ignition à proximité, ni de personnes en train de fumer (les consignes de sécurité n'ont pas été demandées à l'exploitant). Le stockage était à l'intérieur d'un bâtiment à l'abri de la lumière directe du soleil. Les fûts étaient positionnés sur une rétention. <u>Grossol primaire seawolf bleu</u> : situé au niveau de la zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte). Les récipients étaient bien fermés, stockés à la verticale. Les locaux étaient secs. L'accès au stockage doit être interdit aux personnes non autorisées : ce point n'a pas été examiné en visite. Le jour de la visite la température était bien comprise entre 0 et 35 °C. Il n'a pas été constaté le jour de la visite de source d'ignition à proximité, ni de personnes en train de fumer (les consignes de sécurité n'ont pas été demandées à l'exploitant). Cependant deux hauteurs de fûts étaient stockées sur la rétention, la palette du 2eme niveau était à cheval entre les deux rétentions. En cas de fuite sur le contenant supérieur une partie du produit risque de s'écouler sur le sol et non dans la rétention. L'exploitant doit veiller à positionner correctement les fûts sur les rétentions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à positionner correctement les fûts sur les rétentions, les fûts de Grossol primaire seawolf bleu doivent être repositionnés correctement sur les rétentions sans délais. Les justificatifs (photos) seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions au niveau de l'atelier noyautage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau zéro de l'atelier de noyautage, plusieurs fûts (de 1500 kg) de produits (BIOCURE 31K59AC, Biocure 32A52 P2) ne sont cependant pas disposés sur des rétentions, ce qui constitue une non conformité. Les fûts doivent être placés sur rétention sans délais.</p> <p>Il a été constaté que la rétention disposée sous un fût de BIOCURE 32A52 P2 en fond de l'atelier était remplie (nature du liquide inconnue). Elle doit être vidée. Une attention particulière sera portée à ce fût : identification de la fuite potentielle.</p> <p>De plus, au niveau du stockage des GRV d'ARKOPAL, à l'intérieur de la rétention il a été constaté la présence de bidons de produits dangereux pleins à peine visibles. D'une part les rétentions n'ont pas vocation à accueillir des bidons de produits (volume disponible moindre), d'autre part en cas de fuite des GRV situés au dessus la situation présente des risques pour la sécurité du fait des incompatibilités potentielles entre les différents produits. Ces derniers doivent être retirés sans délai des rétentions, et stockés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Au niveau de cet atelier certains produits sont stockés à cheval sur deux rétentions côte à côte. Il convient que l'exploitant réorganise ses stockages car en cas de fuite, du produit est susceptible de s'écouler entre les deux rétentions au niveau de la jonction.</p> <p>De plus comme indiqué précédemment, certains contenants présentaient des défauts d'étiquetage (absence ou défaut de lisibilité), ainsi l'exploitant doit faire un point complet sur les produits présents et leur compatibilité pour in fine réorganiser le stockage en conséquence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit placer (convenablement) les fûts de produits dangereux sur des rétentions, s'assurer que ces dernières sont vides et s'assurer de la compatibilité des produits présents sur cette zone de stockage. Ces non-conformités ont été relevées malgré les affichettes présentes sur place rappelant que les rétentions doivent rester propres et vides. L'exploitant présentera les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour que cette situation ne se reproduise plus (modification de l'affichage, formation, etc.).</p> <p>Les justificatifs de levée des non-conformités mentionnées ci-dessus doivent être transmis à</p>

l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions régionales, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ». - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles
<p>Constats :</p> <p>La vérification a porté sur les trois mêmes produits :</p> <p>Apprêt 0277 NOIR MAT : situé au niveau de la zone de stockage de peinture à proximité de l'atelier Lost Foam. La FDS prévoit que le stockage doit être tenu à l'écart de l'eau. Il n'a pas été constaté le jour de la visite de présence d'eau à proximité. Cependant, accolé au stockage des peintures inflammables se trouve un stockage de « palettes/plaques de conditionnement » en bois, donc combustible. Il est demandé à l'exploitant compte tenu des risques de modifier ses stockages.</p> <p>Grossol primaire seawolf bleu : situé au niveau de la zone de stockage des produits (à proximité du hall de stockage des pièces de fonte). La FDS précise qu'il faut tenir à l'écart le produit des acides forts, bases fortes, et d'agents oxydants puissants afin d'éviter les réactions exothermiques. Ce produit, le jour de la visite, partage la même rétention que l'ANTICORIT DFW 9101. Sur l'étiquetage du fût d'ANTICORIT se trouve le pictogramme « dangereux pour la santé », alors que le fût voisin de Grossol primaire est un liquide inflammable (potentielle incompatibilité entre les deux produits). Un incendie en présence d'un produit toxique pourrait conduire à des fumées toxiques, ce qui conduit généralement à ne pas stocker les produits à proximité. L'exploitant a indiqué lors de la visite que l'ANTICORIT ne devrait pas être stocké sur cette zone de stockage, il dispose d'un autre stockage sur le site. L'exploitant doit donc déplacer l'ANTICORIT. S'il souhaite poursuivre le stockage sur cette zone il doit s'assurer de l'absence d'incompatibilité, notamment au regard des deux FDS des produits.</p> <p>AKTIVATOR 32A52 : situé au niveau zéro de l'atelier de noyautage. Pour rappel, lors de la visite le nom du produit affiché sur l'étiquette (BIOCURE 32A52 P2) du récipient ne concorde pas avec le nom du produit mentionné sur la FDS (AKTIVATOR 32A52). L'exploitant a indiqué que seul le nom</p>

commercial avait changé, pour l'analyse de la compatibilité entre le produits, la FDS de l'AKTIVATOR va être utilisée (mêmes composants dangereux déterminant l'étiquetage entre le produit et la FDS, même pictogramme de danger, mêmes mentions de danger, même fournisseur). La FDS indique dans sa partie 10.3 « possibilité de réactions dangereuses : réactions aux alcools, aux amines, aux acides aqueux et aux lessives alcalines ». Or ces fûts sont stockés à côté (sans rétention) de fûts de BIOURE 31K59AC P1. Sur l'étiquetage il est mentionné que les composés dangereux déterminants pour l'étiquetage sont le phénol et le méthanol, or le méthanol est un alcool. Ces deux produits sont donc incompatibles.
L'exploitant doit réorganiser ces stockages sans délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il a été constaté la présence de produits combustibles à proximité immédiate d'une zone de stockage de produits inflammables. **L'exploitant doit réorganiser cette zone.**
Pour les deux autres zones de stockage, l'exploitant doit faire un point sur les compatibilités entre produits. Pour le stockage de produit au niveau du noyautage, des mesures doivent être prises dans les plus brefs délais, compte tenu de l'incompatibilité de deux produits sans rétention présents dans cette zone.
Les justificatifs seront transmis sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R575-71-I

Thème(s) : Risques chroniques, dossier réexamen BREF SF

Prescription contrôlée :

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Constats :

L'établissement FIDAY GESTION est classé au titre de la directive IED sous la rubrique 3240 (fonderie). Les conclusions MTDs sur le BREF SF - Forges et fonderies (disponibles via ce lien : https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/documents-bref/OJ_L_202402974_FR_TXT.pdf) ont été publiées en date du 6 décembre 2024. Conformément à l'article R575-71 du code de l'environnement, l'exploitant dispose d'un an pour transmettre son dossier de réexamen et, le cas échéant, le rapport de base concernant ses installations, soit un dépôt de ce dossier avant le 06 décembre 2025. A date de la visite, le dossier n'a pas été reçu par l'inspection. Un point a donc été réalisé lors de la visite.

L'exploitant a indiqué avoir lancé l'année dernière un accompagnement pour la réalisation de ces documents en parallèle à d'autres dossiers (zonage ATEX, ...). Il est accompagné par un bureau

d'études. L'exploitant a indiqué que le dossier de réexamen a bien avancé (en phase de relecture), et pense qu'il sera finalisé mi-mai. Le rapport de base est un peu moins avancé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a indiqué avoir un point précis avec son bureau d'études quelques jours après notre visite. Il tiendra l'inspection informée, suite à ce rendez-vous de la date prévisionnelle de dépôt du dossier et de son avancée. Il est demandé à l'exploitant de déposer son dossier de réexamen quand celui-ci sera prêt. Il pourra déposer, quelques semaines après, le rapport de base.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Situation administrative de la plateforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2009, article 1.3.1 et 2.6

Thème(s) : Situation administrative, Modification et porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Article 1.3.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2.6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté [...]

Constats :

Il a été constaté la création de l'autre côté de la route qui traverse le site, la présence d'une plateforme de stockage dédiée à du stockage de matériels et de laitiers issus du procédé, dont une partie est en surélévation par rapport au terrain naturel (sur la parcelle cadastrale ZA101, le long de la façade Ouest du bâtiment "Vestiaires réfectoire").

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que cette plateforme était présente depuis plusieurs années et qu'un porter à connaissance avait été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les documents envoyés au moment de la création de la plateforme.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois